

SV

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 39.257/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 14 octobre 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 28 février 2002 organisant l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure globale de la Belgique et portant modification de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes et de diverses dispositions légales", a donné le 9 novembre 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Dispositif

Article 5 de l'avant-projet

Article 3, § 1^{er}, 4°, en projet

1. Concernant l'absence de recensement direct des avoirs sur l'étranger en valeurs mobilières des personnes physiques et de leurs engagements envers l'étranger en valeurs mobilières, le fonctionnaire délégué a expliqué qu'un pareil recensement exigerait des enquêtes lourdes à mettre en oeuvre qui ne fourniraient in fine que des résultats statistiquement guère plus précis que ceux qui peuvent être obtenus en se limitant à interroger les intermédiaires professionnels auprès desquels les personnes physiques déposent leurs valeurs mobilières.

Par ailleurs, la suppression progressive des titres au porteur va, d'année en année, réduire le biais statistique résultant de cette absence d'un recensement direct.

2. Le fonctionnaire délégué a confirmé que, comme indiqué dans l'exposé des motifs, l'ajout du 4° à l'article 3, § 1^{er}, n'a pas d'autre but que de faciliter les calculs d'estimation de la position extérieure globale de la Belgique en ayant recours, pour ce qui a trait aux valeurs mobilières, à la méthode de calcul par différence (en résumé : les avoirs et engagements des résidents vis-à-vis du reste du monde seront estimés en soustrayant les avoirs et engagements des résidents vis-à-vis d'autres résidents des avoirs et engagements totaux des résidents).

Parmi les informations qui seront demandées aux personnes morales résidentes (banques, sociétés de bourse, ...) figureront leurs avoirs et engagements vis-à-vis de personnes physiques résidentes (leurs clients). Il s'agit cependant là d'informations à communiquer de manière globale pour l'ensemble du secteur constitué par les agents économiques que représentent les ménages.

La loi modifiée n'autorisera pas la Banque Nationale de Belgique à interroger directement à ce sujet les personnes physiques résidentes.

De l'accord du fonctionnaire délégué, le paragraphe de l'exposé des motifs qui traite de cette extension pourrait donc être réécrit comme suit :

"Cette extension de la portée des informations collectées par la Banque Nationale de Belgique n'a pas d'autre but; comme elle ne concerne que des informations collectées auprès des seules personnes morales et dans le respect de la finalité énoncée à l'article 2 de la loi du 28 février 2002, elle ne pourra servir pour établir un cadastre des fortunes des personnes physiques."

Article 3, § 2, en projet

Concernant l'égalité de traitement entre toutes les personnes comprises dans une même catégorie lors du recours à des méthodes d'échantillonnage statistique (article 3, § 2 de l'avant-projet), les rédacteurs de l'avant-projet se sont inspirés de l'article 3 de la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique :

"Art. 3. Le Roi peut décider que les personnes physiques ou morales, visées par une investigation effectuée en exécution de l'article 1^{er} de la présente loi, ne sont pas toutes astreintes à faire une déclaration.

Dans ce cas, les personnes appelées à répondre sont désignées par le Ministre ayant l'Institut national de Statistique dans ses attributions ou par son délégué suivant une méthode impliquant, pour toutes les personnes comprises dans une même catégorie, la même probabilité d'être astreintes à déclarer.

.... "

Le procédé est juridiquement admissible.

Article 6 de l'avant-projet

Les autres travaux statistiques exécutés par la Banque Nationale de Belgique dans le cadre des missions d'intérêt public qu'elle assure conformément à la loi du 22 février 1998 fixant son statut organique visés par l'ajout à l'article 4, § 1^{er}, concernant, au stade actuel, les statistiques du commerce extérieur et l'établissement des comptes nationaux de la Belgique.

Ces travaux résultent de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses qui a prévu, à l'article 109, § 3, que l'Institut des comptes nationaux confie à la Banque Nationale de Belgique l'élaboration de plusieurs tableaux statistiques dont ceux relatifs aux comptes nationaux et aux statistiques du commerce extérieur.

Article 8 de l'avant-projet

Pour ce qui a trait à l'entrée en vigueur de la loi, le fonctionnaire délégué a communiqué ce qui est prévu dans le projet d'arrêté royal d'application pour justifier les dates prévues :

"Considérant que le nouveau système de collecte par la Banque Nationale de Belgique des informations utiles pour l'établissement de la balance des paiements et des statistiques connexes basé sur une approche plus scientifique et statistique va, par rapport au système exhaustif actuel, réduire sensiblement la charge administrative pour les entreprises réalisant des opérations avec l'étranger et la supprimer dans le chef des personnes physiques agissant à titre privé;

Considérant qu'il convient que ces catégories de résidents bénéficient de cette simplification dès la prochaine période de référence pour laquelle est établie la balance des paiements, à savoir l'année 2006 puisque cet état statistique est traditionnellement établi par année calendrier."

Il peut donc être retenu que les modifications apportées à la loi n'auront pour effet que de réduire, ou de maintenir au niveau actuel, les obligations statistiques des résidents.

Concernant les entreprises qui auront encore à remplir une déclaration en cas d'utilisation de méthodes d'échantillonnage statistique, le projet d'arrêté royal d'application prévoit qu'elles seront averties au moins trois mois à l'avance, selon la formule suivante :

"Lorsqu'une partie seulement des résidents d'une catégorie sont tenus de notifier leurs opérations avec l'étranger, la Banque Nationale de Belgique informe les résidents tenus de notifier leurs opérations au moins trois mois avant le début de l'année durant laquelle ils ont à notifier leurs opérations."

L'article 8 de l'avant-projet est dès lors admissible.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	D. LANGBEEN,	greffier en chef.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

D. LANGBEEN

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 39.257/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 14 oktober 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 28 februari 2002 ter regeling van het opstellen van de betalingsbalans en van de externe vermogenspositie van België en houdende wijziging van de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de wisselcontrole en van verschillende wettelijke bepalingen", heeft op 9 november 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Dispositief

Artikel 5 van het voorontwerp

Ontworpen artikel 3, § 1, 4°

1. Dat, wat natuurlijke personen betreft, er geen rechtstreekse inventarisering is van de tegoeden op het buitenland in effecten, noch van hun verbintenissen tegenover het buitenland in effecten, heeft de gemachtigde ambtenaar toegeschreven aan de omstandigheid dat zulk een inventarisering menig moeilijk te verrichten onderzoek zou vergen, dat uiteindelijk slechts een uitkomst zou opleveren die statistisch gesproken amper preciezer zou zijn dan de resultaten die kunnen worden verkregen door alleen de bemiddelaars te ondervragen die beroepshalve optreden en bij wie natuurlijke personen hun effecten deponeren.

Daarenboven zal door de geleidelijke afschaffing van de effecten aan toonder jaar op jaar de statistische fout te wijten aan dat ontbreken van enige rechtstreekse inventarisering, verminderen.

2. De gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd dat, zoals in de memorie van toelichting is aangegeven, het aanvullen van artikel 3, § 1, met een onderdeel 4° alleen ten doel heeft de externe vermogenspositie van België gemakkelijker bij benadering te kunnen berekenen door, op het stuk van effecten, te werken met de methode van

.../...

berekening door het verschil te maken (samengevat : de tegoeden van ingezetenen en hun verbintenissen tegenover de rest van de wereld worden geraamd door de tegoeden van ingezetenen en hun verbintenissen tegenover andere ingezetenen af te trekken van de totale tegoeden en verbintenissen van de ingezetenen).

Tot de inlichtingen die aan rechtspersonen-ingezetenen (banken, beursvennootschappen, ...) zullen worden gevraagd, behoren hun tegoeden en verbintenissen tegenover natuurlijke personen-ingezetenen (hun cliënten). Het gaat evenwel om in hun totaliteit te verstrekken inlichtingen, omtrent de gehele sector bestaande uit de economische subjecten die de gezinnen zijn.

De gewijzigde wet zal de Nationale Bank van België niet toestaan natuurlijke personen-ingezetenen daarover rechtstreeks te ondervragen.

Met goedvinden van de gemachtigde ambtenaar zou de paragraaf van de memorie van toelichting die over die uitbreiding handelt dus als volgt herschreven kunnen worden :

"Deze uitbreiding van de draagwijdte van de door de Nationale Bank van België verzamelde informatie heeft geen enkel ander doel; vermits het enkel gaat om informatie die alleen bij rechtspersonen en met inachtneming van het oogmerk gesteld in artikel 2 van de wet van 28 februari 2002 wordt verzameld, kan ze niet worden aangewend om een kadaster van het vermogen van natuurlijke personen op te maken."

Ontworpen artikel 3, § 2

Op het gebied van de gelijke behandeling van alle, onder eenzelfde categorie vallende personen bij het aanwenden van methodes van statistische steekproeven (ontworpen artikel 3, § 2), hebben de schrijvers van het voorontwerp gesteund op artikel 3 van de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek :

"Art. 3. De Koning kan beslissen dat de natuurlijke of rechtspersonen, waarop een in uitvoering van het eerste artikel van deze wet gedane onderzoeking betrekking heeft, niet allen tot een aangifte gehouden zijn.

In dit geval worden de tot het verstrekken der inlichtingen geroepen personen aangewezen door de Minister die het Nationaal Instituut voor de Statistiek onder zijn bevoegdheid heeft of door zijn afgevaardigde, volgens een methode die, voor alle personen begrepen in een zelfde categorie, dezelfde waarschijnlijkheid tot verplichte aangifte inhoudt.

..."

Die handelwijze is uit juridisch oogpunt aanvaardbaar.

Artikel 6 van het voorontwerp

De andere statistische werkzaamheden die de Nationale Bank van België verricht in het kader van de opdrachten van algemeen belang die ze waarneemt overeenkomstig de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van haar organiek statuut waarvan sprake is in de aanvulling van artikel 4, § 1, zijn, bij de huidige stand van zaken, de statistieken van de buitenlandse handel en het opstellen van de nationale rekeningen.

Die werkzaamheden vloeien voort uit de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, in het artikel 109, § 3 waarvan wordt bepaald dat het Instituut voor de nationale rekeningen aan de Nationale Bank van België het opstellen toevertrouwt van verscheidene statistische tabellen, waaronder die betreffende de nationale rekeningen en de statistieken van de buitenlandse handel.

Artikel 8 van het voorontwerp

Wat de inwerkingtreding van de wet betreft, heeft de gemachtigde ambtenaar meegedeeld wat in het koninklijk uitvoeringsbesluit wordt opgegeven ter verantwoording van de in het vooruitzicht gestelde datums :

"Overwegende dat het nieuw systeem van inzameling door de Nationale Bank van de gegevens, nuttig voor de opstelling van de betalingsbalans en de aanverwante statistieken, gebaseerd op een meer wetenschappelijke en statistische benadering, in vergelijking met het huidig volledige systeem - de administratieve last van de ondernemingen die buitenlandse transacties verwezenlijken gevoelig zal verlagen en ze in hoofde van de natuurlijke personen die handelen met privé-oogmerk zal opheffen;

.../...

Overwegende dat het passend is dat deze categorieën ingezetenen van deze vereenvoudiging genieten vanaf de aanstaande referentieperiode waarvoor de betalingsbalans wordt opgesteld, nl. het jaar 2006, vermits deze statistische staat gewoontegetrouw per kalenderjaar wordt opgesteld;"

Daaruit kan dus onthouden worden dat de wijzigingen die in de wet worden aangebracht alleen tot gevolg zullen hebben dat de verplichtingen op het stuk van de statistiek voor de ingezetenen verminderd worden of op het huidige niveau worden gehandhaafd.

Wat betreft de ondernemingen die nog een verklaring zullen moeten invullen in geval van gebruik van methodes van statistische steekproeven, wordt in het ontwerp van koninklijk uitvoeringsbesluit in de volgende bewoordingen bepaald dat ze uiterlijk drie maanden vooraf op de hoogte zullen worden gebracht :

"Wanneer niet alle ingezetenen van een categorie (hun) buitenlandse transactie dienen te notificeren, verwittigt de Nationale Bank van België de ingezetenen die hun transacties dienen te notificeren ten minste drie (maanden) vóór de aanvang van het jaar tijdens (hetwelk) ze hun transacties dienen te notificeren."

Artikel 8 van het voorontwerp kan bijgevolg worden aanvaard.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	D. LANGBEEN,	hoofdgriffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

D. LANGBEEN

Y. KREINS